

8 PROPOSITIONS DE TRAVAIL POUR UNE POLITIQUE DE PAIX DANS LE PAYS

Débattons-en le samedi 7 Mars, 16h00

dans les locaux de TO7, 4bis cheminement Cambert (métro Reynerie-LA)

Tout d'abord, le mot « paix », si on l'utilise doit être clarifié, il faut dire ce que l'on entend par ce mot, ce que l'on en attend.

- Par « **paix** », nous entendons la **prise en compte de chaque habitant du pays, tel qu'il est, et la primauté du principe un habitant = un habitant, une vie = une vie, sur une quelconque raison d'état nationaliste ou identitaire.**
- « **Paix,** » signifie aussi qu'il faut en finir avec le mépris, l'humiliation à l'égard d'une partie de la population du pays, française ou non.

Il est aujourd'hui évident que, pour les gouvernement de Hollande comme auparavant pour ceux de Sarkozy, la possibilité de paix, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne fait plus partie du champ intellectuel de l'état, de sa pratique, de sa politique, de ses choix.

La paix telle que nous l'entendons constitue donc une proposition politique pour aujourd'hui qui ne peut se déployer qu'à distance de l'état, c'est à dire qu'en s'appuyant sur des principes qui parlent pour tous, portés par des gens eux-mêmes, organisés pour cela, et sans recherche de places et de représentation. Un tel travail ainsi mené par les gens eux-mêmes, en toute indépendance de pensée et d'action, ouvre alors à des conséquences sur la politique que l'état pratique dans son rapport aux habitants du pays, et à l'étranger.

Nous proposons plusieurs axes, non cités dans un ordre d'importance, mais qui tous ouvrent à un travail, à une pensée/action, à un possible, et à des transformations de situations.

1- **On ne sème pas la guerre sans qu'il y ait des conséquences** : les guerres à l'extérieur créent obligatoirement des suites à l'intérieur. Interrogeons-nous sur la justesse des guerres à l'extérieur, les destructions d'états, les partitions de pays et de populations, les bombardements, les désolations et les exils de masse que cela crée. **Des prises de position publiques sont possibles pour casser le silence et l'unanimité apparent derrière les guerres de destruction que mène la France.** D'autres choix sont possibles que la guerre.

2- **Il ne faut pas toucher à la nationalité.** Si quelqu'un commet un crime, il y a des lois, des sanctions. Toucher à la nationalité, c'est créer une hiérarchie entre les français « de souche » (*et comment définir un français de souche ? à combien de générations remonter ?*) et les français « de papier » ; c'est au fond dire à tous ceux qui sont devenus français, ou dont les parents sont devenus français qu'ils ne sont pas de « vrais français », qu'ils restent « à l'essai », eux, et leurs enfants. C'est un acte extraordinairement violent, de rejet annoncé aux gens concernés, un mépris total de leur choix, de la démarche qu'ils ont faite pour s'affirmer du pays. Des gens nous ont dit : « *Si on peut enlever la nationalité à certains, ça dit quoi à tout le monde ? On est qui, on est quoi ? On compte pour rien ? Où sont la dignité et le respect des gens ?* » **Il faut résolument dénoncer toute tentative de toucher à la nationalité !**

3- **La laïcité n'est pas la religion de la république,** telle que Hollande/Valls nous la présentent, mais une mission de l'Etat, qui doit assurer à chacun la liberté de culte s'il le souhaite. A la base, le but de la laïcité est d'éviter que l'Etat ne prenne partie dans les religions, ne s'en serve comme moyen de pression et de coercition. La laïcité concerne l'Etat et non l'espace public et les croyances ou les non-croyances des uns ou des autres, où il n'a pas à intervenir.

Il faut absolument dégonfler toute cette propagande qui vise à instaurer la laïcité en une nouvelle religion d'état, républicaine, allant de pair avec la mise en place d'une police des pensées et des corps.

4- **Aujourd'hui l'identitaire a pris la place de la subjectivité, de la pensée,** des choix : en effet, tout énoncé est d'abord jugé selon l'origine, la religion, la couleur de peau... de celui ou celle qui parle. Le contenu de ce qui est dit est analysé non pour ce qui est dit, mais en fonction de qui le dit (« *jeune des cités* », « *paysan des campagnes profondes* », « *prof de ZEP* » etc...)

Pour nous, **c'est ce que chacun dit et fait qui compte,** et non l'identitaire, qui nie la singularité de la personne et sa pensée, diluée dans une soi-disant culture communautaire

Il s'agit d'en finir avec toutes les catégorisations étatiques et sociologiques du type « *les jeunes de banlieues* », « *les immigrés* », « *les femmes qui portent le foulard* » etc...qui maniées depuis des années ont permis de remplacer la pensée réelle des gens par un identitaire présumé. Ce que les gens pensent, c'est aux gens eux-mêmes à le dire et non à partir d'un « étiquetage » décidé par l'état !

Allons voir ce que chacun a à dire et porte véritablement ! Ce que nous avons à dire doit se faire sans représentation : à chacun de présenter ce qu'il pense et veut.

5- La question de l'apaisement, à traiter en tant que telle : il faut être capables de comprendre que dans des périodes troubles, où certains veulent semer une logique de guerre civile, l'important est d'apaiser des situations et tenir compte de ce qui blesse, peut blesser et humilier inutilement. Il faut penser aux gens et les respecter : à quoi sert par exemple d'afficher les caricatures de Charlie dans une salle de repos commune ? Est-ce que ceux qui ont affiché ça ont réfléchi que certains de leurs collègues, avec lesquels ils font équipe, peuvent en être blessés, se sentir exclus du groupe ? Est-ce vraiment ce qu'ils veulent ? En quoi blesser et humilier des gens qui ne sont pour rien dans les exacerbations religieuses permet-il de critiquer les islamistes radicaux militants ? C'est tout le contraire ! Les discours de l'état proclamant que nous sommes en guerre et les mesures annoncées dans la foulée ne vont pas dans un sens d'apaisement, de paix, où chacun est compté, mais sont au contraire porteurs de tensions et de stigmatisations.

6- L'école et les jeunes n'ont pas à devenir la cible des mesures policières. Les tueurs étaient des adultes, ayant quitté l'école depuis des années ! En quoi l'école est-elle responsable de leurs crimes ? En quoi « *l'apprentissage de la laïcité* » résout ce genre de choix identitaires et fascistes ? Doit-on renvoyer Zemmour, Soral, Dieudonné, Sarkozy et son ministère de l'identité nationale à l'école, en cours de laïcité ? **Foutons la paix aux enfants, et soyons plutôt soucieux qu'aucun ne reste sur le bord de la route,** comme c'est de plus en plus le cas actuellement ! Il ne s'agit pas d'organiser un grand lavage de cerveaux et une police de la pensée et des croyances ! Remettons plutôt en place des structures de types « RASED » ou inventons-en d'autres pour répondre aux difficultés d'apprentissage propres à chaque élève pris comme une personne et non comme membre d'un groupe ethnique, religieux ou sociologique ! Créons-leur des conditions de vie stables, cessons d'humilier les parents et les enseignants... On ne laisse pas tomber des enfants pendant des années sans qu'il y ait des conséquences néfastes, surtout pour les enfants eux-mêmes.

Les propositions du gouvernement en direction de l'école ne sont porteuses que de suspicion, de violence et de mépris contre des pans entiers de la jeunesse.

L'école n'est pas un lieu pour une quelconque police des pensées et des corps, c'est un lieu où il faut prendre soin des enfants, de chaque enfant.

7- Les habitants des quartiers populaires ne sont pas de la poussière qu'on déplace, ce ne sont pas des statistiques, ce sont des gens, qui vivent dans des conditions difficiles.

La « *politique de peuplement* » prônée par Valls est ouvertement d'inspiration raciale, dans la droite ligne des théories de l'identitaire Renaud Camus. Si apartheid, ségrégation, relégation... il y a, ça ne tombe pas du ciel, mais bien d'une politique étatique menée depuis des années, pour constituer **les habitants de ces quartiers en « ennemis intérieurs »**, sans cesse désignés par des appellations identitaires et restrictives : « les musulmans », « les jeunes des banlieues », soumis à des discriminations incessantes et à un traitement policier spécifique. D'un côté ces habitants, « les étrangers » (même s'ils sont français), de l'autre les « français ». C'est bien l'état qui a créé ces 2 populations (sanctuarisées par le fameux « Ministère de l'Identité Nationale ») même si aujourd'hui il fait mine de s'en horrifier. Du « karcher » aux délogements forcés, la logique est la même : il faut cacher la misère, le chômage, les difficultés et faire porter aux habitants, à leur « identité » présumée, la situation actuelle.

La « *politique de peuplement* », on connaît, c'est déjà pratiqué à grande échelle avec les GPV (Grands Projets de Ville) : sous prétexte d'amélioration et de mixité sociale, l'état détruit des immeubles et déplace les habitants, cassant ainsi leur réseau de solidarités, et aggravant souvent leurs problèmes. Des milliers de familles ont vécu cela, sans qu'on puisse parler de réelle amélioration de leur situation, au contraire. Aujourd'hui, certains ont commencé à dire : « *Ca suffit, nous ne sommes pas de la poussière qu'on déplace à volonté. Partir ou rester, c'est à nous de décider* ».

Les habitants des quartiers populaires sont des habitants du pays. Leurs difficultés sont les difficultés du pays. Prendre acte déjà de cela, c'est commencer à sortir de la logique de tensions que l'état met en place et alimente en permanence.

8- Une politique de paix est possible, à condition de s'y mettre. Rencontrons-nous, inventons, soyons soucieux de ce qui arrive réellement aux gens dans le pays

Pour mener ce travail, il est nécessaire d'inventer de nouveaux lieux afin que ces points et d'autres encore, soient mis en débat, en travail, en enquête, le tout à distance de l'état. Il s'agit de mettre en oeuvre ce que chacun est capable de dire et faire en situation, à partir de soi-même.

Débattons-en le samedi 7 Mars, 16h00

« Ceux qui veulent le pays pour tous »

Mail : ouvriersgensdici@free.fr ; Site : www.ouvriersgensdici.net ; Tél : 06-13-06-64-62

Toulouse, le 09/02/2015